

# Impact socio-économique de la crise au nord du Mali sur les personnes déplacées

Alvin Etang-Ndip

Johannes Hoogeveen

Julia Lendorfer

**Résumé :** Ce document analyse l'impact de la crise de 2012 au Mali sur les personnes déplacées internes, les réfugiés et les personnes retournées. Il est basé sur des informations recueillies à travers une enquête en face-à-face auprès des ménages, ainsi que des entretiens de suivi réalisés par téléphone portable auprès des répondants de l'enquête. Cette combinaison s'est avérée être une bonne et robuste manière de suivre l'impact du conflit sur les populations difficiles à atteindre, qui vivent parfois dans des zones inaccessibles aux recenseurs. Les résultats indiquent que ce sont les ménages les plus instruits et les plus riches, ainsi que ceux qui sont exposés à moins de violence, qui ont fui la crise. D'importantes quantités de biens durables (20-60%) et d'animaux (75-90%) ont été perdues. Le bien-être des déplacés s'est considérablement détérioré à la suite de la crise. Pourtant, son impact a diminué avec le temps. En février 2015, la plupart des enfants éligibles partaient à l'école. Les niveaux d'emploi et le nombre de repas consommés par jour étaient revenus au niveau d'avant la crise. Le document constate que l'appartenance ethnique a eu une influence sur les destinations choisies pour se réfugier. Le récit de la crise et les solutions envisagées diffèrent diamétralement d'un lieu à un autre.

Classification JEL : I31 Bien-être général ; I32 Mesure et Analyse de la Pauvreté ; O15 Migration

---

Ce projet a bénéficié de l'appui du Fonds Fiduciaire Coréen et du Défi Innovation de la Banque Mondiale. Les commentaires et suggestions de Jaimie Bleck, Joanna de Berry, Sebastien Dessus, Niels Harild et des participants au séminaire BBL de la Banque Mondiale sont sincèrement appréciés. Les auteurs voudraient remercier Abdul Farouk B. Nabourema pour son aide en matière de recherche, ainsi que le personnel du Cabinet GISSE, en particulier Sidiki Guindo et Abdoulaye Dembele, pour leur aide dans la collecte des données. Les données utilisées dans ce document peuvent être téléchargées sur le site [www.gisse.org](http://www.gisse.org).

## 1. Introduction

Après deux décennies de démocratie multipartite, le Mali était considéré comme un exemple de réussite en matière de démocratie. La cinquième élection présidentielle était prévue pour se dérouler en mars 2012, et un nouveau transfert pacifique et démocratique du pouvoir était très attendu. Cependant, la réalité était différente. Un mouvement sécessionniste déclenché par une rébellion Kel Tamasheq<sup>1</sup> a conduit à une crise politique et constitutionnelle qui a abouti à un Coup d'État en mars 2012 et une tentative de prise de contrôle du pays par la force. Les trois régions du nord (Gao, Tombouctou et Kidal) furent occupées par diverses factions rebelles et Islamistes jusqu'en début 2013, où une coalition composée de l'armée malienne, des troupes françaises et de la Mission Internationale de Soutien au Mali sous conduite Africaine (MISMA) conduite par la CEDEAO, reprit les zones occupées. La plupart des combattants rebelles se sont fondus dans la population civile ou se sont retirés dans les montagnes, les grottes et le désert inhospitalier<sup>2</sup>. Des combats éclatèrent encore en mai 2014 entre l'armée malienne et les factions rebelles, faisant du nord du Mali une zone d'insécurité contestée depuis lors.

Au plus fort de la crise, plus de 500.000 personnes ont été déplacées, soit environ la moitié de la population totale du nord estimée à 1,2 million d'habitants en 2009. En octobre 2014, le nombre de personnes déplacées internes (PDI) était estimé à 86.026<sup>3</sup> et le nombre total de réfugiés maliens était estimé à 143.471 dont environ 55.414 en Mauritanie, 53.491 au Niger, 32.771 au Burkina Faso et 1.330 en Algérie<sup>4</sup>.

Les données socio-économiques sur les réfugiés et les PDI sont rares, et les conséquences à plus long terme du déplacement sur le bien-être des ménages ne font pas l'objet d'une recherche suffisante et ne sont donc pas bien connues<sup>5</sup>. Les données sont souvent limitées à l'impact économique des réfugiés sur les pays d'accueil et la façon dont les réfugiés et les PDI s'engagent dans des activités génératrices de revenu.<sup>6</sup> Il existe à peine des informations disponibles<sup>7</sup> sur les personnes retournées, une fois qu'elles sont revenues dans leur localité d'origine. Le présent document traite ces lacunes en fournissant des données sur le bien-être des PDI, des réfugiés et des personnes retournées. Ces informations incluent l'impact économique, mais également la sécurité, la cohésion sociale, l'éducation, la confiance dans le gouvernement et ses institutions

---

<sup>1</sup> Dans ce document, le terme Kel Tamasheq (ceux qui parlent Tamasheq) est employé au lieu de Touareg, car c'est comme « Kel Tamasheq » qu'ils s'identifient.

<sup>2</sup> Francis David (2013) : L'impact régional du conflit armé et de l'intervention française au Mali. NOREF, Centre Norvégien de Ressources pour la Consolidation de la Paix

<sup>3</sup> UNOCHA (Nov 2014): Mali: Evolution de Movements de Population

<sup>4</sup> Voir UNHCR: <http://data.unhcr.org/SahelSituation/country.php?id=501>

<sup>5</sup> Vervimp et Maystadt (2014) : Déplacements forcés et réfugiés en Afrique Sub-Saharienne, p. 2

<sup>6</sup> Betts et Al. (2014) : Économie des Réfugiés. Révision des croyances populaires, p. 6

<sup>7</sup> Commission Européenne (2014): Développement, Les Réfugiés et les PDI. Publication.

et les perspectives pour la résolution du conflit. En analysant l'impact de la crise sur le bien-être, les conséquences du retour à la maison comparées aux conséquences lorsque les personnes restent en déplacement, et en comparant les impacts immédiats aux impacts à plus long terme, ce document contribue à la documentation sur les réfugiés, les personnes déplacées internes et les personnes retournées.

Ce document combine les données recueillies à travers une enquête de référence en face-à-face (également appelée Enquête Base Line) avec les informations recueillies à travers des entretiens téléphoniques avec les répondants identifiés pendant l'enquête de référence. Cette approche novatrice à la collecte de données permet un recueil de données à haute fréquence (mensuelle) sur le bien-être – ce qui est important dans une situation de crise volatile – et permet de mesurer les évolutions dans le temps. Elle permet également de suivre les ménages de déplacés et de réfugiés une fois qu'ils retournent chez eux, même s'ils reviennent dans des zones inaccessibles pour les recenseurs.

La suite de ce document est organisée comme suit : la Section 2 fournit une brève présentation de la méthodologie, de l'échantillon et du choix de l'échantillon. La Section 3 aborde les caractéristiques des personnes déplacées et des personnes retournées, avec une attention particulière portée sur la composition ethnique, la localité d'origine, la taille du ménage, le niveau d'éducation, la possession de biens et le statut professionnel. La Section 4 est une analyse de la façon dont la crise a affecté la consommation alimentaire, l'emploi, la possession de biens et la scolarisation. La Section 5 est consacrée aux spécificités des personnes retournées, lesquelles s'avèrent être, dans l'ensemble, les moins affectées par la crise et en meilleure position que les PDI ou les réfugiés. La Section 6 présente les différences de vues entre les PDI, les réfugiés et les personnes retournées sur ce qui s'est passé pendant la crise et les perspectives pour la paix. La Section 7 conclut le document.

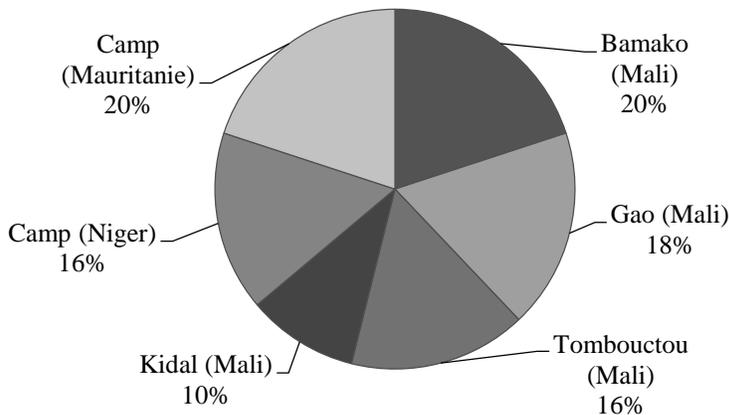
## **2. Enquête d'Écoute des Déplacées**

L'Enquête d'Écoute des Déplacées combine une enquête de référence en face-à-face avec des entretiens de suivi par téléphone portable. Les répondants ont été identifiés et les informations sur les caractéristiques des ménages et des répondants recueillies pendant l'enquête de référence. Une fois les entretiens de l'enquête de référence achevés, des téléphones portables ont été remis aux répondants. À partir de là ont commencé les entretiens téléphoniques à intervalles mensuels, à partir d'un centre d'appel situé à Bamako. Un questionnaire structuré sur le bien-être des ménages a été administré au cours de ces entretiens téléphoniques.

Les entretiens téléphoniques sont une technique répandue dans les pays développés et sont de plus en plus utilisés dans les pays moins développés, du fait de l'expansion des réseaux de téléphonie mobile. Non seulement ce genre d'enquête est moins coûteux, mais en même temps il permet une collecte de données représentatives à haute fréquence (Hoogeveen et Al, 2014). Les enquêtes par téléphone s'avèrent également très flexibles et adaptables. De nouvelles questions peuvent être introduites selon les besoins et des entretiens qualitatifs approfondis peuvent être réalisés à tout moment. Ces qualités font que les enquêtes téléphoniques sont adaptées au suivi du bien-être dans des environnements volatiles : elles ont été utilisées pour le suivi du bien-être pendant la crise de la maladie à virus Ébola au Libéria (Himelein 2014) et pour le suivi du bien-être dans des zones touchées par les conflits, telles que le Soudan du Sud (Demombynes et Al, 2013). L'une des spécificités de l'enquête par téléphone portable auprès de personnes déplacées et mobiles est qu'elle permet de suivre le bien-être pendant le déplacement et après le retour<sup>8</sup>.

Trois populations cibles ont été identifiées pour les fins de cette étude: les personnes déplacées internes (PDI) habitant à Bamako, les réfugiés dans des camps de réfugié en Mauritanie et au Niger, et les personnes retournées à Gao, Tombouctou et Kidal, capitales des régions qui portent mêmes noms. L'échantillon n'inclut pas les personnes qui n'ont pas été déplacées par la crise, ni celles qui sont retournées dans des localités autres que les trois capitales régionales du nord. Contrairement au sous-échantillon des PDI qui n'inclut que des PDI habitant à Bamako, et à celui des réfugiés qui n'inclut que ceux qui sont au Niger et en Mauritanie, l'échantillon des personnes retournées inclut toute personne qui avait été déplacée ailleurs (33%).

**Figure 1: Répartition de l'échantillon**



La taille de l'échantillon a été plafonnée à 501 répondants (répartis comme indiqué dans la Figure 1). Compte tenu de cet élément et de la couverture du réseau de téléphonie mobile au nord du Mali, l'enquête

a été réalisée dans six zones: Bamako, les capitales régionales de Gao, Tombouctou et Kidal, un camp de réfugiés en Mauritanie et un camp de réfugiés au Niger. Bamako a été choisie parce qu'elle abrite un grand nombre de PDI. Les camps de réfugiés ont été choisis afin d'obtenir un échantillon de réfugiés. Les personnes retournées ont été identifiées dans les capitales régionales de Tombouctou, Gao et Kidal où le réseau téléphonique était (toujours) fonctionnel.

L'approche retenue pour le choix des répondants a varié d'un endroit à l'autre, et dépendait de la disponibilité d'informations préexistantes sur les populations.

- Bamako : Les renseignements sur la liste des ménages abritant des PDI ont été obtenus auprès de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Sur la base de ces données, 10 quartiers ont été choisis et dans chaque quartier, 10 ménages ont été identifiés sur une base aléatoire.
- Gao, Tombouctou et Kidal : Aucune liste de données n'était disponible et les villes ont été divisées en différents secteurs. Comme point de départ, l'agent recenseur était désigné dans un secteur, une direction (nord, sud, est ou ouest), puis il choisissait le premier ménage sur la base du code du jour<sup>9</sup>. Si le code du jour correspond à 4, l'agent recenseur choisit la maison N° 5 pour conduire le premier entretien. À partir de chaque point de départ, le nombre de maisons à interviewer ne devait pas dépasser 6. Pour conduire 18 entretiens, l'agent recenseur devait alors être affecté à trois points de départ différents.
- Mauritanie et Niger : Dans le camp de réfugiés en Mauritanie, la méthodologie suivie est la même que celle utilisée à Gao, Tombouctou et Kidal. Des renseignements en liste étant disponibles pour le camp de réfugiés au Niger, la méthodologie suivie était la même que celle utilisée à Bamako.
- La méthodologie retenue pour choisir une personne cible dans le ménage (qui devrait également recevoir les entretiens de suivi par téléphone) était la même partout. Pour atteindre un équilibre de 50/50, une date de naissance aléatoire a été attribuée à chaque homme ou femme de plus 18 ans d'âge dans le ménage, en utilisant un tableau préconçu. La personne (homme ou femme) dont la date de naissance artificielle était la plus proche de la date réelle était choisie pour participer à l'enquête comme répondant.

---

<sup>9</sup> Le code du jour est la somme des nombres de la date du jour, mais qui doit toujours être inférieure à 10. Par exemple, le 13 septembre = 1+3=4. Mais si c'était le 29 septembre = 2+9=11, ce qui devrait être reconverti en 1+1=2.

Les entretiens initiaux à Bamako, Gao, Tombouctou, Kidal et en Mauritanie ont eu lieu entre le 4 et le 23 juin 2014. Ceux du Niger ont été réalisés du 1<sup>er</sup> au 10 août 2014<sup>10</sup>. Les entretiens téléphoniques ont commencé en août 2014<sup>11</sup> et se poursuivent : pour les besoins du présent document, nous utilisons les données des entretiens réalisés jusqu'en février 2015. Les entretiens téléphoniques étaient relativement courts (ils durent 20 à 25 minutes) et suivent un questionnaire prédéfini. La plupart des questions étaient les mêmes d'un mois à l'autre, à part les petites modifications souvent faites pour prendre en compte les nouvelles évolutions. À la fin de l'entretien téléphonique, le répondant recevait un cadeau sous forme de crédit d'une valeur approximative de \$ 2 (soit FCFA 1.000).

L'enquête de référence a été effectuée peu de temps après un violent incident à Kidal, où le 21 mai 2014, des combats ont éclaté entre l'armée malienne et les groupes rebelles, à l'issue desquels ces derniers ont repris le contrôle d'importantes parties du nord du pays. L'équipe de recenseurs rapporte que cet événement pourrait avoir impacté les perceptions des populations sur la qualité de l'armée malienne et leur confiance dans le Gouvernement. L'un des problèmes susceptibles d'avoir créé des préjugés est que les réfugiés et PDI peuvent avoir répondu stratégiquement à certaines questions espérant que cela leur apporterait de l'aide ou des opportunités. L'âge de la population cible n'est pas très exact puisque de nombreux répondants ne connaissent pas leur âge précis, mais le relie aux événements historiques tels que la sécheresse de 1973.

**Tableau 1 : Nombre de réponses et taux de réponse**

	Enquête de référence Juin 2014	1 <sup>er</sup> tour	2 <sup>ème</sup> tour	3 <sup>ème</sup> tour	4 <sup>ème</sup> tour	5 <sup>ème</sup> tour	6 <sup>ème</sup> tour
		Août 2014	Oct. 2014	Nov. 2014	Déc. 2014	Janv. 2015	Fév. 2015
PDI	100	100	100	100	100	100	100
Réfugiés	181	176	176	178	181	179	181
Personnes retournées	220	219	214	216	217	220	218
<b>Total (N)</b>	<b>501</b>	<b>495</b>	<b>490</b>	<b>494</b>	<b>498</b>	<b>499</b>	<b>499</b>
<b>Différence (N)</b>	-	<b>-6</b>	<b>-5</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
<b>Taux de réponse (%)</b>	<b>100</b>	<b>98,8</b>	<b>97,8</b>	<b>98,6</b>	<b>99,4</b>	<b>99,6</b>	<b>99,6</b>

<sup>10</sup> En raison des difficultés rencontrées avec les autorités au niveau du camp des réfugiés au Burkina Faso (qui avait été initialement choisi pour l'enquête) ce camp a dû être remplacé par celui du Niger. Cela a retardé de quelques semaines les travaux sur le terrain.

<sup>11</sup> Il n'y a pas eu d'entretien téléphonique en septembre 2014, période où l'équipe de collecte de données était en train de traiter les données de l'enquête de référence et de la première enquête téléphonique mensuelle effectuée en août. Dans le camp de réfugiés en Mauritanie, la couverture du réseau de téléphonie mobile est trop sporadique et les entretiens sont effectués par un agent recenseur qui transmet ensuite les réponses au niveau du centre d'appel.

Toute la collecte de données a été effectuée par GISSE, un institut de sondage basé à Bamako. Les données anonymes de l'enquête de référence et des enquêtes mensuelles peuvent être téléchargées sur le site [www.gisse.org](http://www.gisse.org). Le taux de réponse pour les entretiens téléphoniques était très élevé (Tableau 1) : après 6 tours d'entretiens mensuels, l'échantillon initial reste presque intact. Le faible taux d'abandon prouve que les échantillons pour les enquêtes par téléphone portable peuvent être maintenus sur de longues périodes sans qu'ils soient indûment affectés par des retraits (non-aléatoires) de répondants.

### 3. Caractéristiques des déplacés et des personnes retournées

Selon les résultats du recensement de la population en 2009, les deux groupes ethniques les plus importants dans le nord du Mali sont les Songhaï (45%) et les Kel Tamasheq (32%) -- voir Tableau 2. La crise a provoqué une division ethnique, qui se reflète dans la composition des trois sous-échantillons. La majorité des PDI et des personnes retournées sont des Songhaï (respectivement 75% et 71%), alors que la majorité des réfugiés sont des Kel Tamasheq. Les résultats indiquent que le choix du lieu de refuge était fonction de l'appartenance ethnique : les Kel Tamasheq et les Arabes ont quitté le pays ; les Songhaï ont fui vers Bamako.

**Tableau 2 : Composition ethnique des PDI, réfugiés, et personnes retournées dans le nord**

Appartenance ethnique	PDI à Bamako (%)	Réfugiés Niger (%)	Réfugiés Mauritanie (%)	Personnes retournées (%)	Total P+R+R (%)	Composition ethnique du nord (%)
Songhaï	75	21	-	71	43	45
Kel Tamasheq	12	56	69	12	38	32
Arabe	3	-	28	4	11	3
Peulh	4	21	-	6	4	7
Autre	6	11	3	7	4	12
<b>Total (%)</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
<b>Total (N)</b>	<b>100</b>	<b>81</b>	<b>100</b>	<b>220</b>	<b>501</b>	<b>1.268.009</b>

Source : Enquête d'Écoute des Déplacés (2014) et Recensement Général de la Population et de l'Habitat (2009).

La composition ethnique des PDI est presque identique à celle des personnes retournées. Cela est dû au fait que 94% des personnes retournées étaient déplacées à l'intérieur du Mali. Seuls 6% revenaient de l'extérieur du pays. Le nombre limité de réfugiés rapatriés dans le sous-échantillon des personnes retournées s'explique par leur lieu de résidence avant la crise : seuls 5% des réfugiés en Mauritanie et au Niger vivaient dans la ville de Tombouctou avant leur départ; 2% vivaient dans la ville de Gao et 1% à Kidal ville. Les 92% restants vivaient dans 27 différents villes et villages au nord du pays, des localités non couvertes par l'étude.

**Tableau 3 : Lieu de résidence par ville du répondant avant la crise**

<b>Ville</b>	<b>PDI à Bamako (%)</b>	<b>Personnes retournées à Gao, Tombouctou et Kidal (%)</b>	<b>Réfugiés au Niger et en Mauritanie (%)</b>
Ville de Tombouctou	31	70	5
Ville de Gargando (Région de Tombouctou)	-	-	12
Ville de Goundam (Région de Tombouctou)	12	-	-
Ville de Gao	27	29	2
Ville d'Outagouna (Région de Gao)	-	-	10
Ville de Kidal	-	1	1
Autre	30	-	70
<b>% Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
<b>N Total</b>	<b>100</b>	<b>220</b>	<b>181</b>

Source : Enquête d'Écoute des Déplacées (2014)

La majorité des personnes déplacées ont quitté en avril 2012, lorsque les rebelles ont pris le contrôle des villes de Gao, Kidal et Tombouctou (Figure 2). Une autre vague de déplacements a eu lieu en juin de la même année, lorsque d'importants combats ont éclaté entre le MNLA et les factions Djihadistes. Une troisième vague s'est produite en janvier 2013, après l'intervention française.

**Figure 2 : Motifs de départ (%)**

<b>Janvier 2012 :</b> Massacre d'Aguel Hoc	<b>Mars :</b> Coup d'État	<b>Avril :</b> Prise de Kidal, Gao et Tombouctou par les rebelles	<b>Mai :</b> Chute de Douentza	<b>Juin :</b> Combats entre MNLA et Djihadistes	<b>Août :</b> Application de la Sharia	<b>Janvier 2013 :</b> Intervention française
<b>2012</b>						<b>2013</b>

Source : Enquête d'Écoute des Déplacées (2014)

La crise a déchiré de nombreux ménages du fait qu'une partie des membres des ménages restaient sur place alors que d'autres fuyaient. Cela est valable en particulier pour les PDI et les personnes retournées. Dans

43% de leurs cas, des membres du ménage ont été laissés derrière. En revanche, les réfugiés ont tendance à fuir avec toute leur famille. C'est seulement dans 10% des ménages de réfugiés que des membres sont laissés derrière. En fuyant, les membres du ménage partent ensemble et il est rare que des PDI signalent que certains membres de leur ménage ont quitté le pays (en moyenne 0,4 personne) ou que des réfugiés signalent que des membres de leur famille ont été déplacés à l'intérieur du Mali (en moyenne 0,2 personne).

**Tableau 4 : Taille des ménages avant et après la crise**

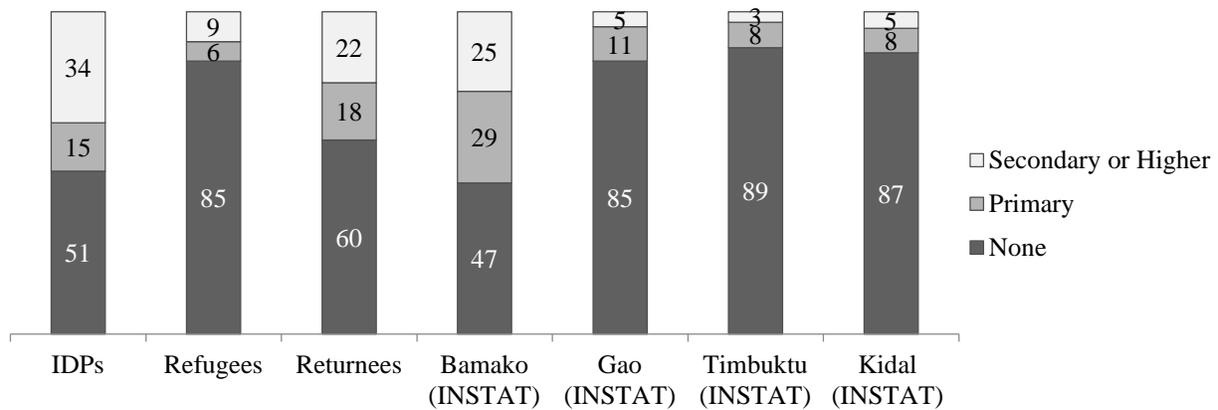
	Taille des ménages avant le conflit	Nombre de personnes déplacées à l'intérieur du Mali	Nombre de personnes réfugiées à l'extérieur du Mali	Décès dus à la crise	Nombre de membres du ménage laissés derrière
PDI	12,9	7,7	0,4	0,1	2,5
Réfugiés	7,8	0,2	7,3	0,1	0,3
Personnes retournées	7,8	5,8	0,4	0,1	1,5

Source : Enquête d'Écoute des Déplacées (2014)

Avant la crise, la taille moyenne d'un ménage de PDI était de 13 personnes (Tableau 4). Sur ces 13, en moyenne 7,7 personnes ont fui, 2,5 sont restées, et 1 membre du ménage est décédé dans 8% des ménages. La taille moyenne des ménages de personnes retournées étaient de 8 personnes avant la crise, dont 5,8 ont fui pour devenir des PDI, 1,5 sont restées, et 5% ont signalé que 1 à 3 membres dans leur ménage sont morts. Les réfugiés, avec une taille moyenne de ménage de 8 personnes, ont indiqué qu'en moyenne 7,3 des leurs ont quitté le pays, tandis que 0,3 ont restés derrière. 5% des réfugiés ont indiqué que 1 à 3 membres de leur famille sont morts.

Les PDI et les personnes retournées ont tendance à être relativement instruits et leur niveau d'éducation est plus comparable à celui des personnes habitant à Bamako qu'à celui des personnes habitant au nord du Mali. La grande majorité de la population du nord n'a reçu aucun enseignement conventionnel, mais la majorité des PDI et de personnes retournées ont au moins reçu une éducation primaire. Les réfugiés, par contre, ont le même niveau d'éducation que la moyenne des personnes au nord du pays. Cela peut se voir dans la Figure 3 qui présente les niveaux d'éducation pour les PDI, réfugiés et personnes retournées, mais également pour les populations de Bamako et des régions de Gao, Tombouctou et Kidal. Ces dernières informations proviennent du recensement de 2009.

**Figure 3 : Niveau d'éducation des plus de 25 ans d'âge; comparé à la moyenne régionale (%)**

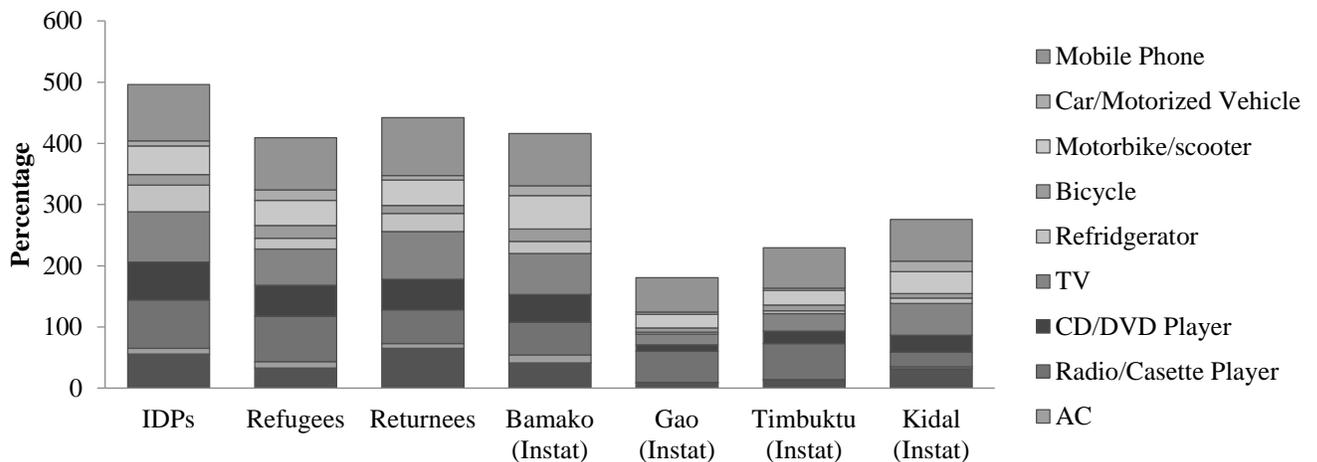


(\*) INSTAT fait référence au recensement de 2009

Source : Enquête d'Écoute des Déplacées (2014)

En ce qui concerne la possession des biens de consommation durables, les PDI, les réfugiés et les personnes retournées étaient mieux dotés que le citoyen moyen du nord du pays (voir le schéma 4). Tout comme pour l'éducation, ils sont plus comparables au citoyen moyen de Bamako qu'au citoyen moyen des régions de Gao, Tombouctou et Kidal.

**Figure 4 : Possession des biens de consommation durables comparée à la moyenne régionale**



Source: Enquête d'Écoute des Déplacées (2014) et EMOP - INSTAT (201).

Le commerce représente le principal métier exercé avant la crise par les PDI, les réfugiés et les personnes retournées (Tableau 5), soit plus de la moitié des PDI, 37% de réfugiés et 34% de personnes retournées. 18% des réfugiés sont des fonctionnaires, contre 14% des personnes retournées et 9% des PDI. L'agriculture occupait 5% des PDI, 4% des réfugiés et 1% des personnes retournées. 9% des réfugiés étaient des éleveurs. La dominance du commerce comme activité principale au niveau des personnes déplacées peut s'expliquer par le fait que les attaques des groupes rebelles ont visé les villes – lieux de commerce par définition. Il peut également s'expliquer par le fait que les personnes qui travaillent dans le commerce peuvent se déplacer plus facilement, probablement parce que leurs réseaux sociaux s'étendent sur des zones plus larges ou parce que certains types de commerce peuvent également être pratiqués même en cours de déplacement. Les agriculteurs et les éleveurs, en revanche, peuvent avoir des réseaux plus confinés au niveau local et plus d'incitations à rester pour s'occuper de leurs troupeaux et de leurs champs. Par ailleurs, contrairement aux fonctionnaires, qui étaient des cibles directes pour les rebelles, les agriculteurs et éleveurs pouvaient avoir moins à craindre de ces derniers.

**Tableau 5 : Situations professionnelles avant la crise**

<b>Métier</b>	<b>PDI (%)</b>	<b>Réfugiés (%)</b>	<b>Personnes retournées (%)</b>
Commerce	51	37	34
Arts et métiers	10	9	10
Agriculteurs	5	4	1
Fonctionnaires	9	18	14
Éleveurs	2	9	-
Sans emploi	11	10	31
Autres	12	13	10
<b>TOTAL (%)</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

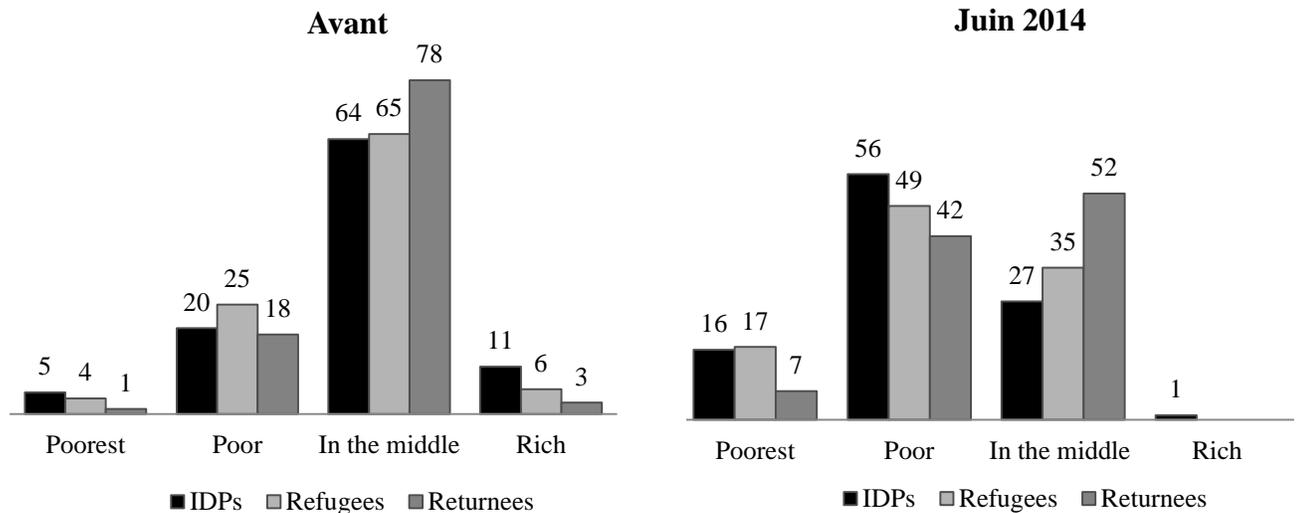
Source: Enquête d'Écoute des Déplacées (2014).

La grande majorité des PDI et réfugiés (respectivement 81% et 91%) ont exprimé leur souhait de retourner chez eux, mais la majorité d'entre eux (82% des PDI) et (97% des réfugiés) qui ont indiqué cela n'ont pas encore commencé à envisager leur retour. Pour les PDI et réfugiés (respectivement 35% et 59%), la première condition du retour est la signature d'un accord de paix viable ; pour 27% des PDI, c'est l'amélioration des moyens financiers ; pour 20% des réfugiés, l'indépendance de l'Azawad est essentielle. En ce qui concerne les réfugiés qui n'envisagent pas de retourner (3%), l'insécurité dans le nord du pays explique leur position ; pour les PDI qui sont à Bamako, la recherche d'un meilleur emploi est la principale raison de l'absence de la volonté de retourner.

#### 4. Impact de la crise

La crise a eu un impact négatif sur le bien-être des réfugiés, des PDI et des personnes retournées. Le sentiment d'être plus pauvre est grandissant au sein des trois sous-échantillons, ce qui est corroboré par la diminution de la qualité et du nombre de repas consommés, la réduction des revenus et de l'emploi, la diminution des biens et du bétail possédés et le fait que de nombreux enfants ont été retirés de l'école.

**Figure 5 : Niveaux de pauvreté avant la crise et en Juin 2014 (%)**



Source: Enquête d'Écoute des Déplacées (2014).

Avant la crise, la majorité des PDI, des réfugiés et des personnes retournées se considéraient comme ni pauvres, ni riches (une probable sous-estimation de leur situation économique réelle car ils étaient mieux éduqués et possédaient plus de biens qu'un citoyen moyen du nord du pays). Cependant, après la crise, la majorité des répondants considèrent leur ménage pauvre et on peut à peine trouver quelqu'un qui considère le sien riche (Figure 5).

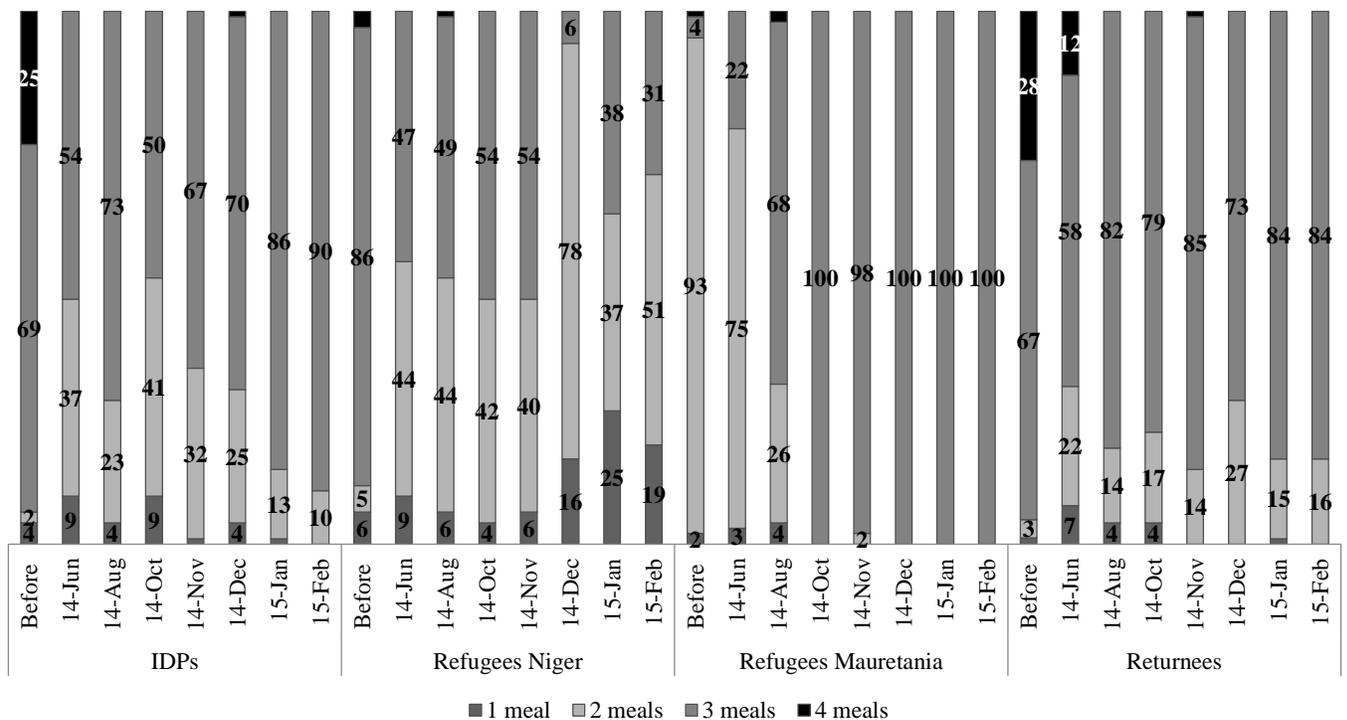
**Tableau 6 : Comparaison entre la qualité du régime alimentaire avant la crise et en juin 2014**

	Meilleure avant la crise (%)	La même (%)	Meilleure aujourd'hui
PDI	77	16	7
Réfugiés	93	5	2
Personnes retournées	87	9	4

Source: Enquête d'Écoute des Déplacées (2014).

La grande majorité des PDI, réfugiés et personnes retournées ont indiqué que leur régime alimentaire était meilleur avant la crise qu'en juin 2014 (Tableau 6). Depuis Juin 2014, la situation nutritionnelle s'est nettement améliorée. Avant la crise, la majorité des PDI (94%) consommaient trois ou quatre repas par jour. En juin 2014, seulement 54% avaient trois repas par jour. Mais en février 2015, 90% avaient trois repas par jour (Figure 6). Les résultats concernant les personnes retournées et les réfugiés en Mauritanie sont semblables. Seuls les réfugiés au Niger ont une moins bonne situation en février 2015 qu'en juin 2014 ou avant la crise. 86% d'entre eux consommaient trois repas par jour avant la crise ; en février 2015 ce nombre s'était réduit à 30%.

**Figure 6: Nombre de repas par jour**



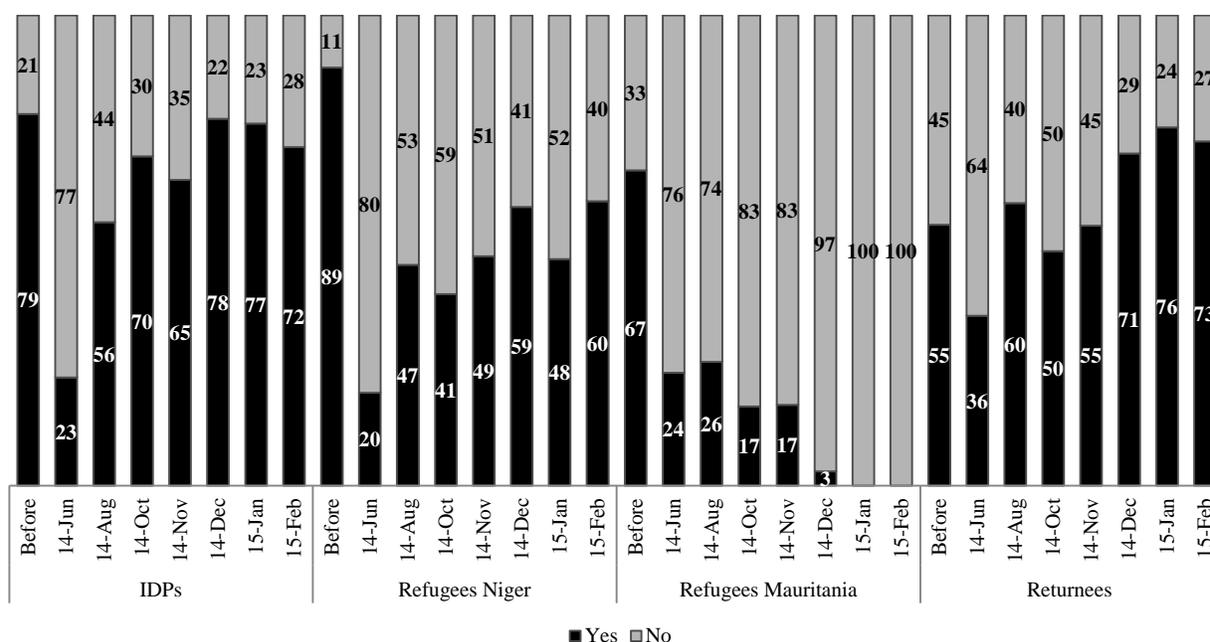
Source: Enquête d'Écoute des Déplacées (2014 et 2015).

La crise a eu un impact négatif sur les revenus. En juin 2014, 92% des réfugiés, 74% des PDI et 65% des personnes retournées indiquaient que leur revenu avait diminué suite à la crise. Alors que 70% des PDI, des réfugiés et des personnes retournées avaient un emploi avant la crise, ce pourcentage s'est réduit à seulement 26% en juin 2014 – soit une baisse de 44 points. Lorsqu'on décompose ce nombre par groupe, les réfugiés au Niger représentent le groupe qui avait le plus grand nombre de personnes ayant un emploi avant la crise (89%), puis viennent les PDI (79%) (Figure 7). Les PDI sont également le groupe qui a le

plus grand nombre de personnes ayant un emploi pendant le déplacement. 55% des personnes retournées ont indiqué qu'elles avaient un emploi avant la crise, contre 36% en juin 2014.

Sur la durée, la situation professionnelle des personnes déplacées s'est améliorée de façon constante. En décembre 2014, le nombre de personnes ayant indiqué avoir un emploi était supérieur à celui d'avant la crise. Toutes les personnes retournées avaient pu retrouver un emploi après leur retour. La situation professionnelle des PDI, personnes retournées et réfugiés au Niger s'améliore constamment; seuls les réfugiés en Mauritanie ont une baisse constante, avec 100% de personnes interrogées indiquant n'avoir aucun emploi en janvier et février.

**Figure 7: Situation professionnelle sur la durée (%)**



Source: Enquête d'Écoute des Déplacées (2014 et 2015).

La possession de bétail et de biens de consommation durables a baissé sensiblement suite à la crise. Le Tableau 7 confirme cette tendance, avec les informations sur les Unités de Bétail Tropical (UBT)<sup>12</sup> possédées avant la crise et en juin 2014, ainsi que le pourcentage de réponses positives à la question de savoir si le ménage possédait certains biens<sup>13</sup>. La perte de bétail est particulièrement importante au niveau

<sup>12</sup> L'UTB est une unité conventionnelle servant à décrire les quantités de bétail de diverses espèces comme un chiffre unique représentant la quantité totale de bétail présente – indépendamment de sa composition par espèce.

<sup>13</sup> C'était une question totale dont la réponse devait être « Oui » ou « Non », ce qui signifie que si 56% des PDI possédaient un ventilateur avant la crise, 46% n'en possédaient pas, etc.

des PDI et des réfugiés, qui ont perdu respectivement plus de 90% et 75% de leur bétail. Les personnes retournées, qui possédaient beaucoup moins de bétail au départ, en ont perdu moins, mais leurs pertes restent à un niveau toutefois élevé, soit environ la moitié de leur bétail. Les pertes en valeur des biens de consommation durables est moindre, mais néanmoins très significative. Sur la base des prix tirés de la Mercuriale 2012 (INSTAT 2012), en supposant qu'une réponse positive (oui) signifie la possession d'au moins 1 bien durable, les PDI et les réfugiés ont perdu au moins <sup>14</sup> 60% de la valeur de leurs biens, et les personnes retournées environ 20%.

**Tableau 7 : Biens de consommation durables et bétail possédés avant la crise et en juin 2014**

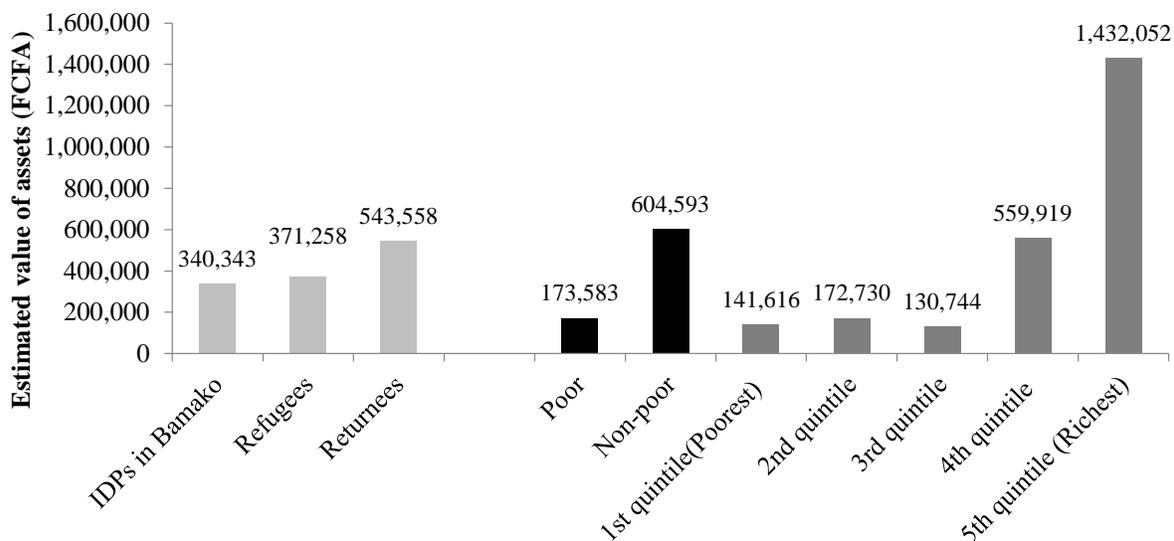
	PDI		Réfugiés		Personnes retournées	
	Avant crise (%)	Juin (%)	Avant crise (%)	Juin (%)	Avant crise (%)	Juin (%)
Ventilateurs	56	27	33	1	65	51
Climatiseurs	9	1	11	2	8	6
Radio/lecteur de k7	79	44	74	22	55	38
Lecteurs CD/DVD	62	27	51	4	50	36
TV	82	59	60	18	78	69
Réfrigérateurs	44	13	17	0	30	25
Vélos	17	4	21	3	13	7
Mobylettes/scooter	47	21	41	5	41	32
Voiture/véhicule motorisé	8	3	17	6	7	5
Téléphone portable	92	89	86	74	95	94
Unités de Bétail Tropical	108	7	428	109	28	15
<b>N TOTAL</b>	<b>100</b>		<b>181</b>		<b>220</b>	

Source: Enquête d'Écoute des Déplacées (2014) / EMOP 2011.

Malgré la perte de biens de consommation durables consécutive à la crise, les PDI, les réfugiés et les personnes retournées possèdent toujours au moins les mêmes quantités qu'un citoyen moyen du nord du pays avant la crise. Cette situation est illustrée dans la Figure 8, qui présente la limite inférieure de la valeur des biens de consommation durables possédés par les PDI, les réfugiés et les personnes retournées après la crise, ainsi que la limite inférieure de la valeur des biens de consommation durables des ménages dans les trois régions du nord avant la crise en 2011 (Gao, Tombouctou et Kidal). La valeur des biens possédés par les PDI et réfugiés est comparable à celle des ménages situés entre le 3<sup>ème</sup> et le 4<sup>ème</sup> quintile de richesse. La valeur des biens possédés par les personnes retournées est supérieure ou comparable à celle des ménages situés dans le 4<sup>ème</sup> quintile de richesse.

<sup>14</sup>La valeur est une limite inférieure parce que nous cherchons à savoir simplement si le ménage possède des biens durables. Ainsi, pour les ménages qui possèdent plusieurs unités d'un bien donné, la valeur attribuée équivaut à celle d'une unité de ce bien.

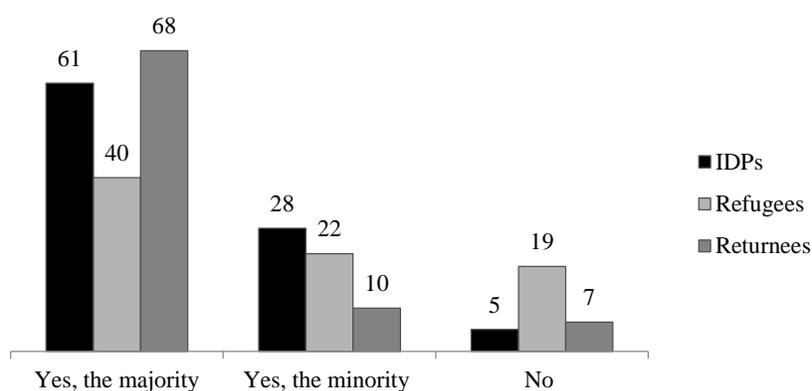
**Figure 8 : Valeur estimative des biens possédés après la crise, comparée à la moyenne régionale d'avant la crise**



Source: Enquête d'Écoute des Déplacées (2014)/EMOP 2011.

Le dernier élément qui corrobore la tendance vers un plus fort sentiment de pauvreté au niveau des déplacées est la cessation de scolarité. 19% des personnes vivant dans les camps de réfugiés, 7% des personnes retournées et 5% des PDI ont retiré leurs enfants de l'école (Figure 9).

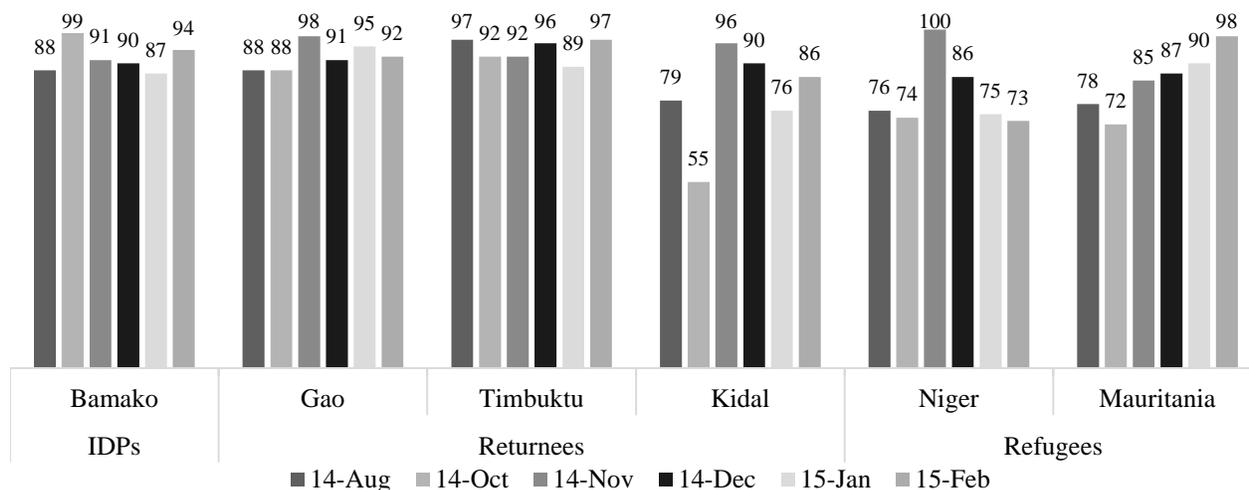
**Figure 9 : Vos enfants ont-ils interrompu leur éducation pendant le déplacement (%)**



Source: Enquête d'Écoute des Déplacées (2014).

La scolarisation s'est améliorée. Entre août 2014 et février 2015, la plupart des enfants partaient à l'école, quoi que la fréquentation scolaire a connu des variations sur la durée (notamment à Kidal) et reste relativement faible dans le camp des réfugiés au Niger (environ 75% -- Figure 10).

**Figure 10 : Enfants âgés de 7 à 12 fréquentant une école (%)**

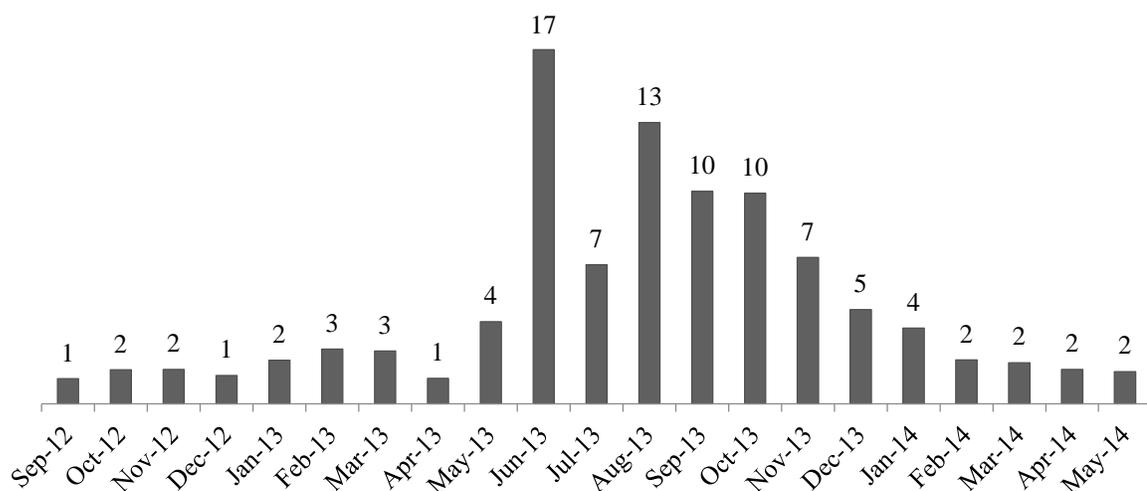


Source: Enquête d'Écoute des Déplacées (2014 et 2015).

## 5. Défis à relever par les personnes retournées

Les résultats de l'étude indiquent que les personnes retournées ont été moins affectées par la crise que les PDI et les réfugiés. Cela se voit à travers les données sur la possession de biens et de bétail, mais également à travers les informations concernant l'exposition à la violence. Les personnes retournées ont signalé peu de victimes ; peu de personnes retournées ont indiqué avoir perdu leurs revenus suite à la crise ; elles constituent le plus grand nombre parmi celles dont les enfants ont pu continuer l'école ; comparées aux PDI et aux réfugiés, moins d'entre eux se sentaient plus pauvres en juin 2014 qu'avant la crise. Les personnes retournées sont également le groupe qui se sent le plus en sécurité, qui a le plus confiance dans l'armée et la police maliennes, et qui a une attitude positive envers la plupart des politiques du Gouvernement.

**Figure 11 : Moments choisis pour les retours (%)**

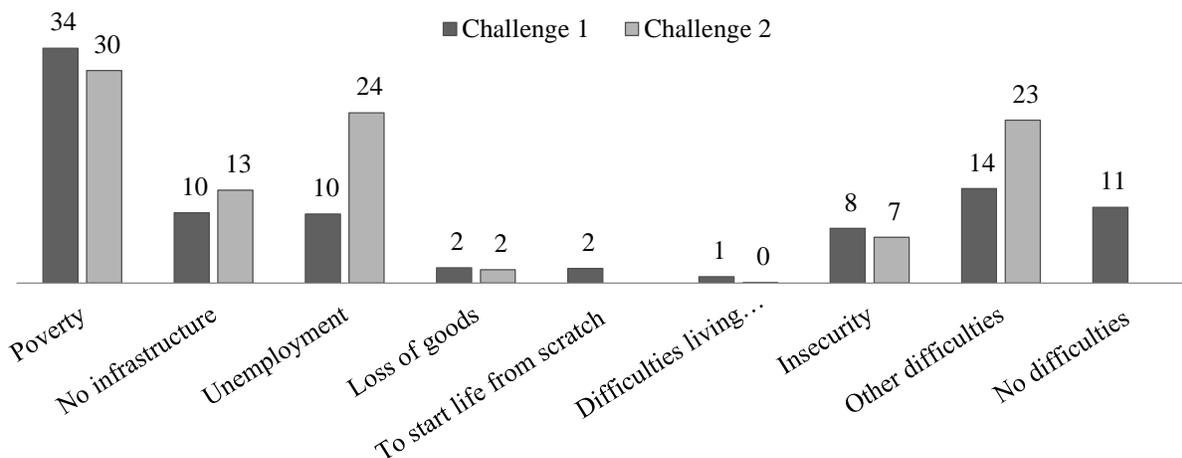


Source: Enquête d'Écoute des Déplacées (2014).

94% des personnes retournées étaient des personnes déplacées internes (à l'intérieur du Mali) et 6% étaient des réfugiés (à l'extérieur du pays). 67% revenaient de Bamako, 11% de Koulikoro, 9% de Ségou, 5% de Mopti et 3% d'autres localités (Kidal, Gao et Sikasso). La majorité de ces personnes sont revenues entre juin et octobre 2013, période qui a suivi la signature de l'accord de paix entre le Gouvernement de transition et les factions rebelles pour permettre la tenue des élections présidentielles en juillet 2013 (premier tour) et en août 2013 (deuxième tour). En octobre, la situation sécuritaire s'est encore dégradée dans le nord du pays. Depuis lors, le nombre de personnes retournées s'est considérablement réduit.

Les principaux défis signalés par les personnes retournées (en juin 2014) étaient (i) la pauvreté et l'insécurité alimentaire; (ii) le manque d'infrastructures (y compris le manque d'eau potable) et (iii) le chômage. 11% des personnes retournées ont indiqué ne pas avoir de défi particulier (Figure 12). Très peu de personnes retournées ont signalé des difficultés à vivre ensemble, la nécessité de recommencer leur vie à zéro ou la perte de biens comme défis (comme nous l'avons vu dans la section précédente, le sous-échantillon des personnes retournées a eu sensiblement moins de pertes de biens que les PDI et les réfugiés).

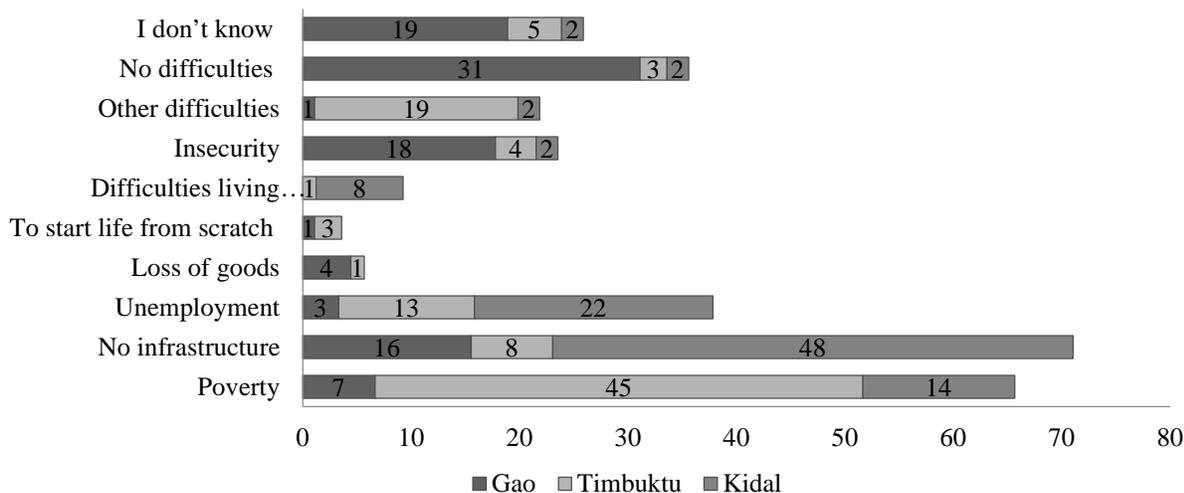
**Figure 12 : Deux principaux défis depuis le retour à la maison (%)**



Source: Enquête d'Écoute des Déplacées (2014).

La Figure 13 montre les différences régionales des défis auxquels les personnes retournées sont confrontées. Celles qui sont retournées à Gao ont eu moins de défis que celles qui sont retournées à Tombouctou ou Kidal. À Kidal, les principaux défis étaient l'absence d'infrastructures et d'eau potable, puis le chômage. À Tombouctou, la pauvreté et la sécurité alimentaire étaient au premier rang des préoccupations des personnes retournées. 31% des personnes retournées à Gao ont indiqué qu'elles ne faisaient face à aucun défi particulier depuis leur retour; 19% ont indiqué qu'elles ne savaient pas et 18% ont cité l'insécurité.

**Figure 13 : Principal défi depuis le retour, par région (%)**

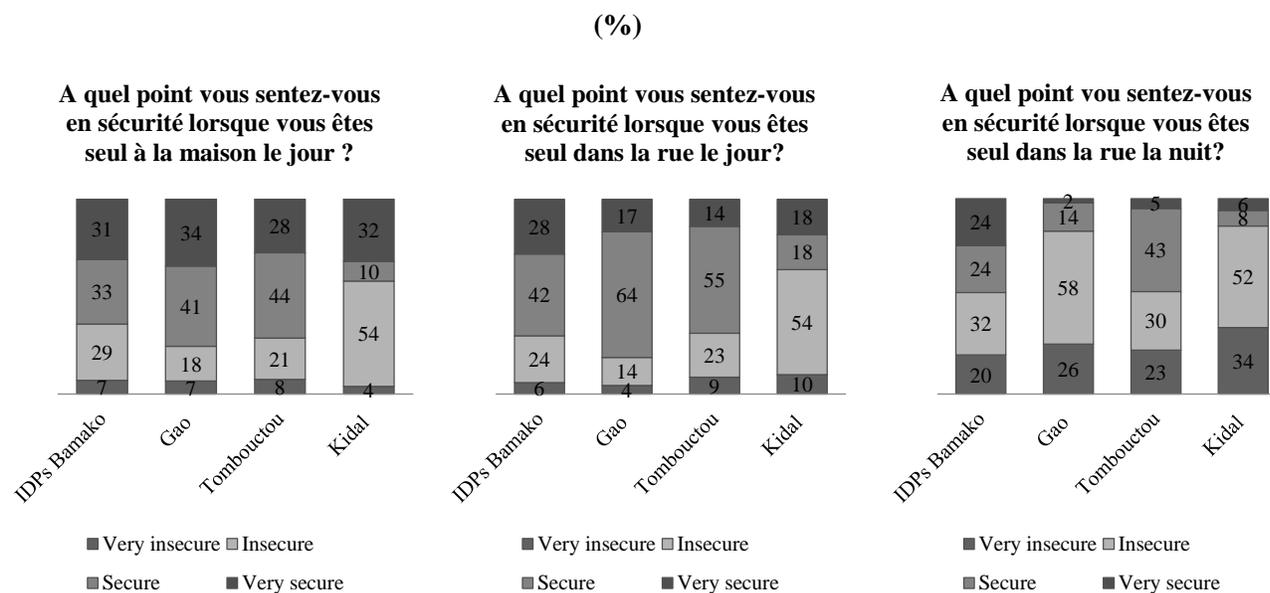


Source: Enquête d'Écoute des Déplacées (2014).

4% des personnes retournées ont indiqué que leurs ménages ont été victimes de la crise<sup>15</sup>, contre 14% des PDI et 1% des réfugiés. Les personnes retournées ont non seulement subi moins de pertes en vies humaines, de biens de consommation et de bétail, mais elles ont également laissé moins de personnes derrière elles pendant la crise, et sont peu traumatisées par la crise : peu de victimes dans le ménage, le voisinage et/ou l'ethnie signifie un faible niveau de persécution, de traumatisme et de méfiance et un faible niveau de peur qui pourrait favoriser le retour à la maison.<sup>16</sup>

En ce qui concerne la sécurité, les personnes retournées à Kidal se sentent moins en sécurité que celles retournées à Gao ou Tombouctou (pour fournir un cadre de référence, la Figure 14 inclut également des réponses des PDI à Bamako sur les questions de sécurité). 86% des personnes retournées à Kidal se sentent très peu en sécurité ou en insécurité la nuit (Figure 14). Même pendant le jour, 64% des personnes retournées à Kidal se sentent très peu en sécurité ou ne se sentent pas assez en sécurité, contre 31% à Tombouctou et 19% à Gao. Le jour, la majorité des personnes retournées à Kidal se sentent très peu en sécurité ou ne se sentent pas assez en sécurité à la maison (68%). Le sentiment d'insécurité est également très élevé la nuit à Gao, où environ 83% se sentent très peu en sécurité ou ne se sentent pas assez en sécurité, contre 53 % à Tombouctou. Le jour et à la maison la nuit, la majorité des personnes retournées se sentent en sécurité ou très en sécurité à Gao et à Tombouctou.

**Figure 14 : Perceptions des personnes retournées et des PDI sur la sécurité, par région (juin 2014)**



<sup>15</sup> L'expression « victimes de la crise » fait référence aussi bien à la mort qu'aux violences physiques.

<sup>16</sup> Les personnes interrogées dans le cadre de notre étude ont été exposées à moins de violence que la population moyenne au nord du Mali. En comparant nos résultats à ceux de l'Afro-baromètre, ce dernier trouve que 15% de la population à Tombouctou et 8% à Gao ont indiqué des morts dans leurs familles dues au conflit. Dans notre étude, les 5% des personnes provenant de Tombouctou le confirment et 7% pour Gao.

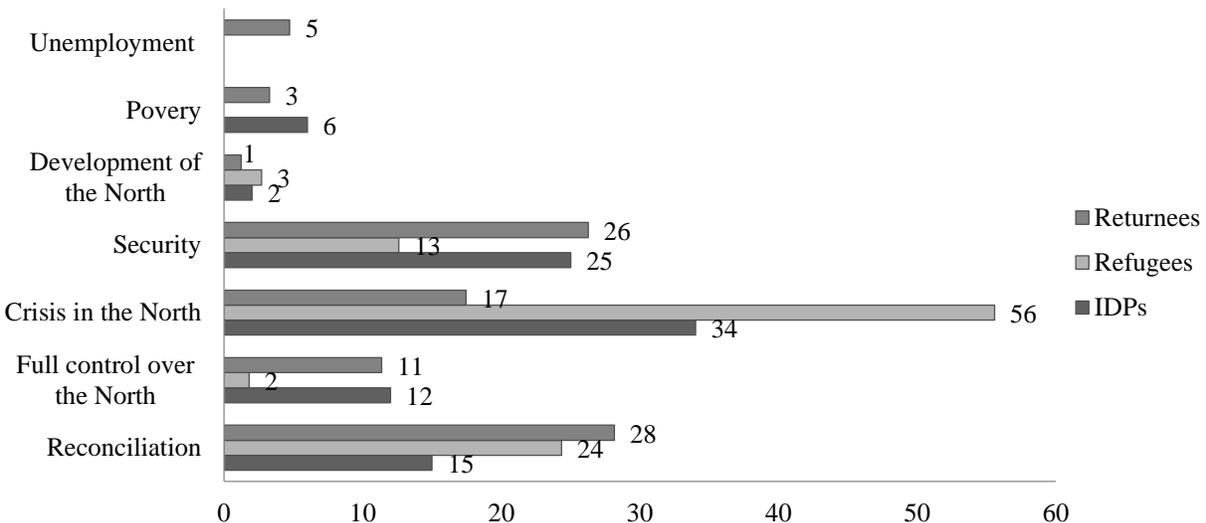
Source: Enquête d'Écoute des Déplacées (2014).

Les résultats indiquent que 66% des personnes retournées font plus confiance à la police et l'armée maliennes pour assurer la sécurité dans le nord. Environ la moitié d'entre elles pensent que l'armée malienne est vaillante et bien entraînée. La grande majorité des personnes retournées croient que les politiques du Gouvernement concernant la réconciliation, la sécurité et la cohésion sociale sont bonnes, voire très bonnes. Elles soutiennent également l'approche du Gouvernement concernant la décentralisation et la fourniture d'infrastructures telles que l'accès à l'eau potable et à l'électricité. Comme on pourra le voir à travers la section suivante, ces avis diffèrent énormément de ceux des réfugiés.

## 6. Perspectives de paix

Les PDI, les réfugiés et les personnes retournées ont des opinions semblables en ce qui concerne les conditions nécessaires pour la paix : (i) résoudre la crise en cours, (ii) améliorer la sécurité et (iii) la réconciliation. Bien qu'il y ait un certain consensus sur ce qui doit être fait, les avis divergent sur ce qui s'est passé pendant la crise, à savoir qui sont les principaux coupables et qui sont les principales victimes.

**Figure 15 : Quel est le problème le plus urgent que le Gouvernement doit résoudre aujourd'hui ?**  
(%)



Source: Enquête d'Écoute des Déplacées (2014).

Par exemple, 80% des PDI et des personnes retournées et 63% des réfugiés au Niger indiquent que les rebelles ont fait du mal à la population noire dans le nord du pays (les Songhaï, les Peulh et les Kel

Tamashek à la peau foncée (Bella)), mais 95% des réfugiés en Mauritanie ne sont pas d'accord avec cette assertion. À 97%, ils estiment que l'armée malienne a fait du mal aux populations Arabe et Kel Tamashek. 60% des réfugiés au Niger soutiennent également cette affirmation, mais ce n'est pas le cas de la majorité des PDI et personnes retournées (66%). Cela montre que les trois sous-échantillons ont une lecture presque opposée de la crise. Les personnes retournées et les PDI croient qu'elles sont les principales victimes et que les rebelles sont les principaux coupables; les réfugiés pensent qu'ils sont les principales victimes et que l'armée malienne est la principale coupable. 94 % des réfugiés dans le camp de Mauritanie estiment que l'armée malienne est responsable des victimes dans leur groupe ethnique. 94% des personnes retournées, 62% des PDI et 79% des réfugiés au Niger pensent que le MNLA, les rebelles et les Islamistes sont responsables des victimes dans leur groupe ethnique (toutes ces deux assertions peuvent être vraies !).

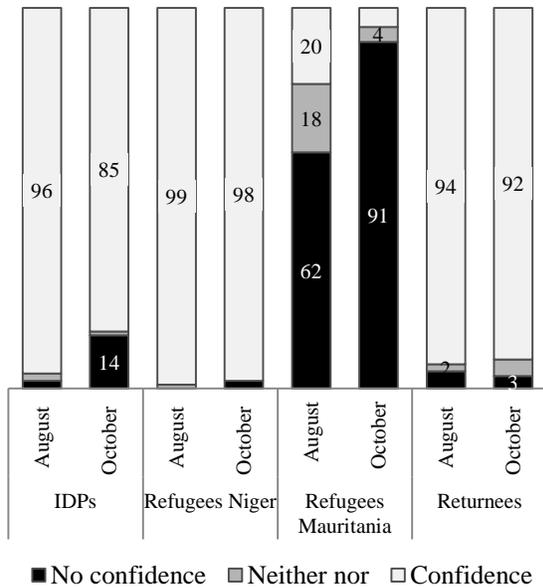
La confiance dans le Gouvernement, qui est importante pour un accord de paix, manque chez les réfugiés en Mauritanie : 93% d'entre eux disent ne pas du tout faire confiance aux fonctionnaires du Gouvernement, contrairement aux réfugiés au Niger, aux PDI et aux personnes retournées, dont respectivement 85%, 71% et 72% font confiance aux fonctionnaires du Gouvernement. Le manque de confiance dans le Gouvernement pour les réfugiés en Mauritanie se voit à travers les réponses aux questions telles que : « *que pensez-vous de la gestion de la décentralisation par le nouveau Gouvernement<sup>17</sup> ? Comment est-il en train de gérer l'accès à l'électricité et à l'eau potable, la sécurité, la réconciliation, etc. ?* », ainsi que la question concernant ce que les répondants pensent de l'amélioration des conditions de vie dans le nord du pays. Tandis que la majorité des PDI et des personnes retournées pensent que le Gouvernement est en train de faire du bon travail, les réfugiés en Mauritanie disent systématiquement le contraire. Les réfugiés au Niger sont plus critiques que les PDI et les personnes retournées, mais beaucoup plus positifs que ceux de Mauritanie.

La deuxième question que les réfugiés, les PDI et les personnes retournées considèrent comme une priorité pour la paix est sécurité. 92% des réfugiés, 81% des PDI et 73% des personnes retournées déclarent que le nord n'est pas sécurisé ou pas du tout sécurisé. Une fois de plus, alors que tous sont d'accord sur le fait que le nord du pays n'est pas sécurisé, ils ont des points de vue différents sur qui est digne de confiance pour assurer la sécurité. Selon 90% des réfugiés, 60% des PDI et 55% des personnes retournées, l'armée malienne ne peut assurer seule la sécurité dans le nord du pays. Le niveau de confiance augmente de façon significative lorsqu'on pose un scénario où l'armée malienne est appuyée par des forces Africaines et internationales. 86% des PDI, 91% des réfugiés et 88% des personnes retournées font confiance ou entièrement confiance à la capacité d'une coalition de ce genre à assurer la sécurité.

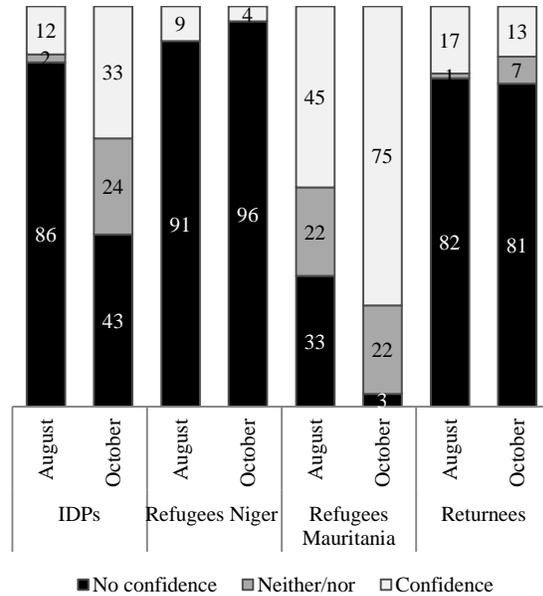
---

<sup>17</sup> Ibrahim Boubacar Keita (IBK) a prêté serment comme Président du Mali le 4 septembre 2013.

**Figure 16: Quel est votre niveau de confiance dans la capacité du Gouvernement à apporter la paix au nord? (%)**



**Figure 17: Quel est votre niveau de confiance dans la capacité des mouvements armés à apporter la paix au nord? (%)**



Source: Enquête d'Écoute des Déplacés (2014).

Dans une question ouverte pour savoir à qui ils peuvent faire confiance pour assurer la sécurité dans le nord, les résultats de l'étude indiquent que la majorité des réfugiés en Mauritanie (86%) font confiance aux groupes armés rebelles par opposition à l'armée ou à la police. Cela ne tient pas pour les réfugiés au Niger, dont 75% font confiance à l'armée et à la police. Des résultats similaires sont obtenus auprès des PDI et des personnes retournées, qui ont beaucoup plus confiance aux autorités gouvernementales lorsqu'il s'agit de sécuriser le nord : elles ont plus confiance dans l'armée et la police (72% des PDI et 66% des personnes retournées), alors que peu de confiance, voire aucune confiance n'est placée dans les groupes armés rebelles (3% des PDI, 1% des personnes retournées).

Les résultats indiquent que les réfugiés en Mauritanie ont une opinion très négative de l'armée. 65% d'entre eux décrivent l'armée comme des traîtres criminels et 16% comme incapable et faible. 33% des réfugiés au Niger en revanche, font confiance à l'armée, 20% la décrivent comme incapable et faible et seulement 1% la considèrent comme des traîtres criminels. Lorsqu'on leur demande qui leur fait le plus peur, 96% des réfugiés en Mauritanie citent l'armée, ce qui est cohérent avec le fait qu'ils accusent l'armée d'être responsable des victimes dans leur groupe ethnique. La majorité des PDI et de personnes retournées ont peur des rebelles, du MNLA et des Islamistes (95% des PDI et des personnes retournées). La période

pendant laquelle les réfugiés de Mauritanie se sont sentis le plus en sécurité dans le nord n'est ni celle d'avant la crise, ni celle pendant laquelle l'armée malienne est retournée libérer le nord de l'occupation rebelle, mais celle où les Islamistes et le MNLA gouvernaient. Cela est valable pour 80% des réfugiés en Mauritanie. En revanche, 96% des réfugiés au Niger se sentaient plus en sécurité avant la crise, tout comme 90% des personnes retournées et 84% des PDI.

En analysant les niveaux de confiance que les trois groupes placent dans les acteurs autres que l'armée, la police ou les groupes rebelles, on constate que la confiance dans les chefs religieux et les leaders communautaires est très grande et ne change pas sensiblement dans la durée.<sup>18</sup>

Les avis sont divisés en ce qui concerne la façon dont le gouvernement est en train de gérer la réconciliation. 92% des réfugiés en Mauritanie disent que le Gouvernement est en train de faire un très mauvais travail. Lorsqu'il s'agit de soutenir un climat de confiance entre les groupes ethniques, 96% des réfugiés en Mauritanie pensent que le Gouvernement est en train de faire un mauvais, voire un très mauvais travail, 98% d'entre eux pensent la même chose du gouvernement sur la question de la stigmatisation contre les Kel Tamasheq et les Arabes<sup>19</sup>. Les PDI, les personnes retournées et les réfugiés au Niger sont en revanche plus positifs. Plus de 70% des personnes retournées et 51% des PDI pensent que le Gouvernement d'IBK est en train de faire du bon travail, voire du très bon travail sur la question de la réconciliation. 47% des réfugiés au Niger sont d'accord, alors que 22% d'entre eux disent ne pas savoir.

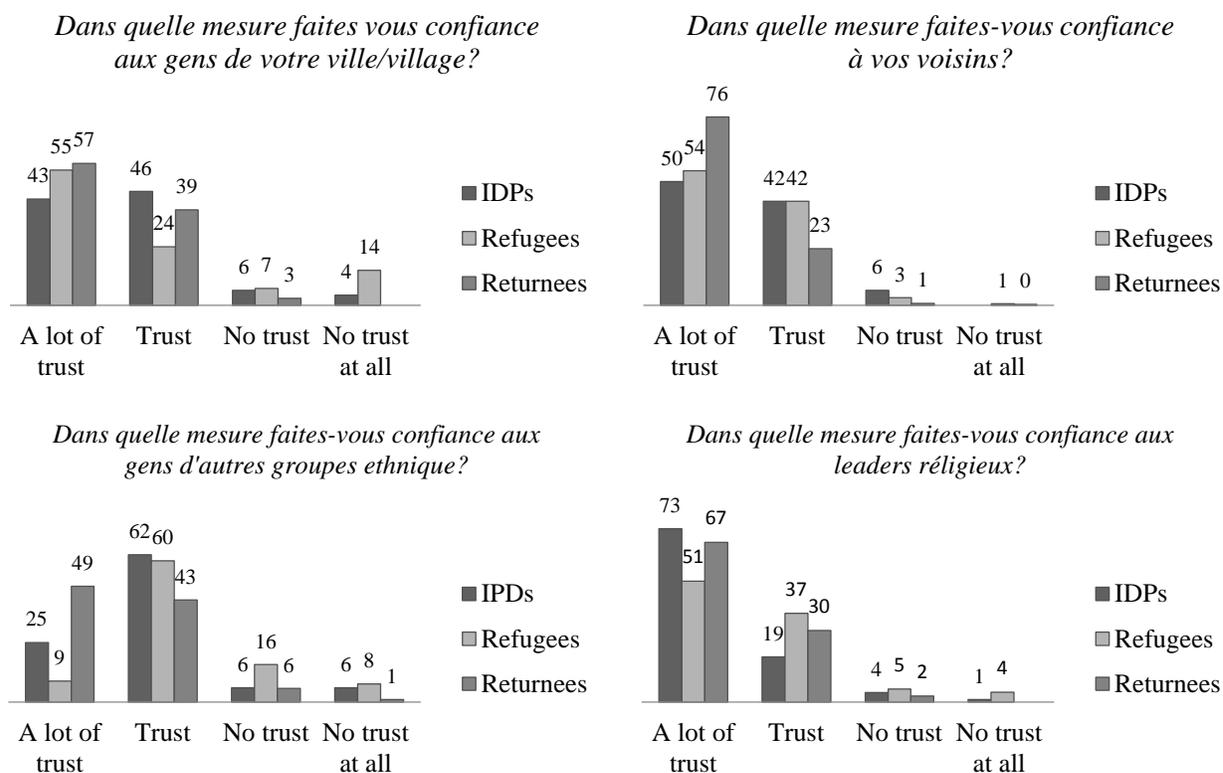
Un autre élément important de la réconciliation est la cohésion sociale. De façon remarquable, la crise a eu un effet positif sur la cohésion des ménages. Les personnes retournées étaient parmi celles où la cohésion et la solidarité entre les membres des ménages ont le plus augmenté: 65% d'entre elles pensent qu'il y a plus de solidarité, 34% pensent que la situation est la même et seulement 1% pense qu'elle a diminué. 58% des PDI ont éprouvé plus de solidarité entre les membres des ménages, 39% indiquent qu'il n'y a eu aucun effet et 3% pensent qu'il y a moins de cohésion. L'augmentation de la solidarité est moins évidente parmi les réfugiés dont la majorité (53%) dit que la crise n'a eu aucun effet sur la solidarité.

---

<sup>18</sup> 80% à 100% des réfugiés, des PDI et des personnes retournées ont confiance dans la capacité des leaders religieux et communautaires à apporter la paix au nord du pays.

<sup>19</sup> Les Kel Tamasheq et les Arabes portent le préjugé d'être liés d'une manière ou d'une autre au MNLA ou à d'autres factions rebelles. Ce préjugé s'est développé avec la crise.

**Figure 18: Niveaux de confiance, par groupe (juin) (%)**



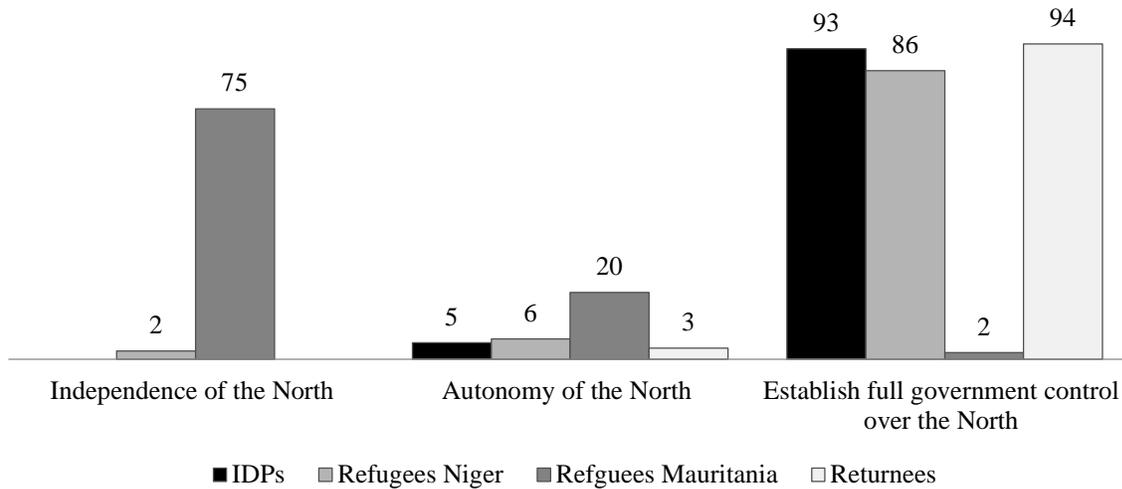
Source: Enquête d'Écoute des Déplacés (2014).

Les perceptions que différents groupes ont les uns des autres constituent des éléments importants pour la paix. Aux questions de savoir dans quelle mesure les voisins, les ressortissants d'autres villages et les membres d'autres groupes ethniques peuvent être crus, l'étude obtient des résultats positifs. Bien que tous les groupes fassent légèrement moins confiance aux membres d'autres groupes ethniques, le niveau de confiance est élevé de façon générale, et reste stable dans le temps.

En conclusion, il faut analyser la façon dont les PDI, les réfugiés et les personnes retournées envisagent le futur du Mali. La majorité des réfugiés en Mauritanie se battent pour l'indépendance ou l'autonomie du nord du pays, tandis que la majorité des PDI, des personnes retournées et des réfugiés au Niger souhaitent voir le nord sous contrôle total du gouvernement<sup>20</sup>.

<sup>20</sup>Ce constat contredit en partie les résultats d'une étude de perception de l'Afro-baromètre réalisée en décembre 2013 sur les causes et les conséquences du conflit au Mal. La séparation du nord est indiquée comme l'une des options pour la résolution du conflit par 4% de la population vivant à Tombouctou, 2% à Gao et 0% à Kidal. L'Afro-baromètre constate que la grande majorité des Maliens veulent que leur pays reste une nation unifiée et rejettent catégoriquement la tentative des groupes armés de créer un État séparé au nord. Voir le Projet de Recherche N° 10 de l'Afro-baromètre

**Figure 19: Comment imaginez-vous l'avenir du Mali?**

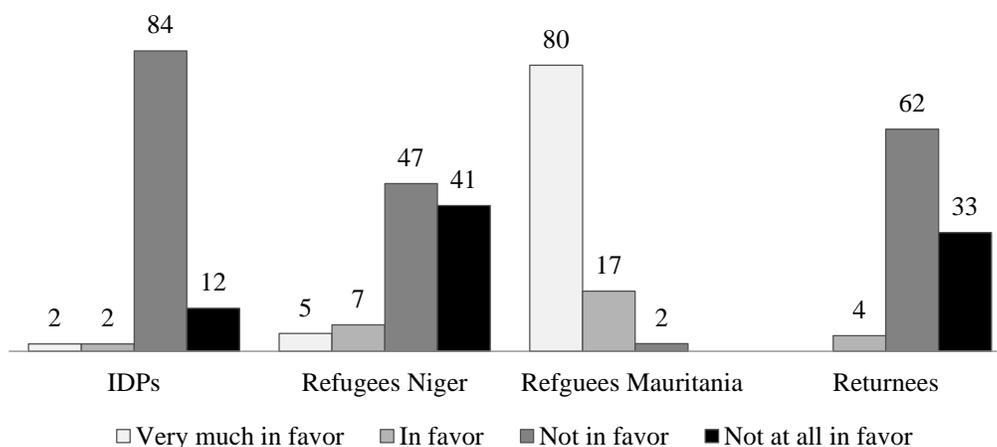


Source: Enquête d'Écoute des Déplacées (2014).

95% des réfugiés en Mauritanie envisagent l'indépendance ou l'autonomie du nord et 26% d'entre eux indiquent même l'indépendance de l'Azawad (= du nord) comme principale condition de leur retour chez eux. On peut également observer de vives divergences dans les discussions autour d'une éventuelle solution de fédéralisme pour le nord qui était en cours au moment des entretiens téléphoniques mensuels d'octobre. Comme l'illustre la Figure 20 ci-dessous, 80% des réfugiés en Mauritanie soutiennent une solution fédéraliste, alors que la majorité des PDI, des personnes retournées et des réfugiés au Niger y sont opposés. Parmi ceux qui ne soutiennent pas une solution de fédéralisme (96% des PDI, 88% des réfugiés au Niger et 95% des personnes retournées), la majorité des PDI (61%), des personnes retournées (70%) et des réfugiés au Niger (38%) suggèrent la décentralisation comme possible solution à la résolution du conflit. 13% des réfugiés au Niger mentionnent également la guerre et 27% l'intégration du nord. Néanmoins, 49% des PDI, 86% des personnes retournées et 89% des réfugiés pensent qu'un accord de paix stable et durable peut être trouvé.

(Déc. 2013). Cette différence avec l'étude de l'Afro-baromètre peut s'expliquer par le fait que la dernière étude s'est concentrée uniquement sur les Maliens de l'intérieur et n'a pas pris en compte les points de vue des réfugiés.

**Figure 20: Au cours des discussions en Algérie, les groupes armés ont exigé une fédération pour le Nord. Dans quelle mesure êtes-vous en faveur de cette proposition? (Octobre 2014) (%)**



Source: Enquête d'Écoute des Déplacés (2014).

## 7. Conclusion

La crise de 2012 au nord du Mali a provoqué de nombreux déplacements. Le bien-être des déplacés –et de ceux qui sont retournés – est analysé en combinant une enquête de référence avec des entretiens de suivi mensuels structurés réalisés par téléphone portable. Cette approche novatrice permet de suivre les évolutions dans le bien-être des gens à une haute fréquence– même pour les personnes retournées dans des zones non sécurisées et inaccessibles pour les recenseurs. Après 6 séries d'entretiens de suivi, les taux d'abandon sont très faibles (taux de réponse de plus de 99%), ce qui prouve qu'il est possible de collecter des données robustes et représentatives auprès de populations affectées par un conflit et difficilement accessibles.

Les résultats indiquent que les personnes qui ont fui sont mieux éduquées, en meilleure position et moins affectées par la violence que la population moyenne du nord. Ceux qui ont fui ont perdu d'importantes quantités de biens durables (20-60%) et de bétail (50-90%) ; beaucoup ont vu leurs enfants finir par quitter l'école et leur bien-être (qui est mesuré subjectivement et à travers le nombre de repas consommés) a considérablement diminué. Sur la durée, l'impact de la crise sur le bien-être a diminué et en février 2015, la majorité des enfants de déplacés qui étaient éligibles partaient à l'école. En outre, les niveaux d'emploi et les nombres de repas consommés étaient revenus aux niveaux d'avant la crise. Bien que nous n'ayez aucune donnée à jour sur les quantités de biens de consommation et de bétail possédés, il semble peu probable,

compte tenu du niveau des pertes, que les ménages soient au niveau d'avant la crise dans ces dimensions également.

La restauration du bien-être des déplacés est une illustration de la résilience remarquable de la population malienne - et des déplacés en particulier. En même temps, il faut noter que tout n'est pas bon. À Kidal, beaucoup d'enfants ne vont pas à l'école, les réfugiés en Mauritanie peinent à trouver un emploi rémunéré et le nombre de réfugiés au Niger qui n'ont qu'un repas par jour est en augmentation. Pour ceux qui encouragent le retour des déplacés, l'amélioration graduelle du bien-être des déplacés peut être source de préoccupation, car cela peut réduire l'incitation pour le retour – notamment au moment où le nord du Mali reste toujours dominé par l'insécurité. En effet, nos données indiquent que depuis août 2014, le taux des retours est devenu insignifiant.

Les PDI, les réfugiés et les personnes retournées ont vécu la crise de diverses manières et ont des visions divergentes sur l'avenir. Les réfugiés en Mauritanie (principalement d'origine Kel Tamasheq ou Arabe) se considèrent comme les principales victimes de la crise et considèrent l'armée malienne comme la principale responsable et comme une institution qui inspire la crainte et le manque de confiance. C'est quand le MNLA et les Islamistes gouvernaient que les réfugiés en Mauritanie se sont sentis le plus en sécurité, ce sont ces acteurs qui leur inspirent le plus de confiance lorsqu'il s'agit d'assurer la sécurité dans le nord à l'avenir. Ils n'ont aucune confiance dans les fonctionnaires du Gouvernement et aucun soutien pour aucune politique présidentielle. Pour les réfugiés en Mauritanie, les relations État-société ont été rompues et ils envisagent l'avenir avec une région nord indépendante ou autonome. À la question de savoir dans quelle mesure les relations État-société ont été rompues suite à la crise, ou si elles étaient déjà mauvaises avant la crise, il est difficile de répondre, quoi que les réfugiés en Mauritanie se sentaient plus en sécurité sous l'occupation du MNLA/des Islamistes qu'avant la crise.

Les personnes retournées, les PDI et les réfugiés au Niger sont pour la plupart composés de Songhaï et de Kel Tamasheq. Ils tendent à faire plus confiance au Gouvernement, à l'armée et à la police, et partagent une vision similaire de l'avenir: le contrôle total du Gouvernement sur le nord du pays.

Comparées aux PDI (ou aux réfugiés), les personnes retournées sont en meilleure position et moins affectées par la crise : elles ont eu moins de pertes en vies humaines dans leurs ménages, peu de pertes de biens, de revenu et de bétail. La plupart de leurs enfants ont pu continuer l'école et plus d'un tiers d'entre elles ont pu retrouver leur emploi après leur retour.

## Références

Document de Recherches N°10 sur les politiques, Afro-baromètre (2013) : Perceptions des Populations sur les Causes et les Conséquences du Conflit au Mali.

Document de Recherches N°13 sur les politiques, Afro-baromètre (2014) : Les Maliens veulent un pays uni. Justice Post-Conflit

Betts, Alexander, Louise Bloom, Josiah Kaplan et Naohiko Omata (2014): Économies des Réfugiés. Repenser les Croyances Populaires. Projet d'innovation humanitaire, Université d'Oxford.

Demombynes, Gabriel, Paul Gubbins et Alessandro Romeo 2013. Défis et Opportunité de la Collecte de Données par Téléphone Portable, Cas du Soudan du Sud. Document de Recherches Numéro 6321 sur les Politiques de la Banque Mondiale.

Commission européenne (2014) : Développement, Réfugiés et PDI. Document de Travail: [http://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/issuespaper-dev-refugees-idps-2014\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/issuespaper-dev-refugees-idps-2014_en.pdf)

Francis, David (2013) : Impact Régional du Conflit Armé et de l'Intervention Française au Mali. NOREF, Centre Norvégien de Ressources pour la Consolidation de la Paix

Himelein, Kristen. Impacts Socio-économiques d'Ebola au Libéria : Résultats d'une enquête téléphonique à haute fréquence. Banque Mondiale. 19 novembre 2014.

Hoogeveen, Johannes, Kevin Croke, Andrew Dabalén Andrew, Gabriel Demombynes et Marcelo Giugale (2014) : Collecte de données de panel à haute Fréquence en Afrique à l'aide d'entretiens par téléphone portable, *Journal Canadien des Études de Développement* 35(1), pp 186-207.

INSTAT (2009) : 4<sup>ème</sup> Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Mali (RGPH-2009)

INSTAT (2012) : Mercuriale des prix Bamako et Capitales Régionales (Année 2012)

INSTAT (2011) : Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP): Éducation et Alphabétisation, Conditions de Vie de la Population et Dépense de Consommation des Ménages.

UNOCHA (Nov. 2014): Mali: Évolution des Mouvements de Population

Voir UN-HCR (Nov. 2014) : <http://data.unhcr.org/SahelSituation/country.php?id=501>

Verwimp, Philip et Jean-François Maystadt (2014): Déplacements Forcés et Réfugiés en Afrique Sub-Saharienne. Document de Travail pour le Rapport Phare de la Banque Mondiale sur la Pauvreté en Afrique

### Annexe 1 : Chronologie de la crise

<b>Événement</b>	<b>Date</b>	<b>Détails</b>
<b>Chute de Menaka</b>	17 janvier 2012	Première attaque des rebelles du MNLA
<b>Attaque d'Aguel Hoc</b>	25 janvier 2012	Massacre d'environ cent soldats par le MNLA et Ansar Dine
<b>Chute de Tessalit</b>	11 mars 2012	Chute de la ville stratégique de Tessalit après deux mois de combats entre les rebelles et l'armée malienne.
<b>Coup d'État</b>	21 mars 2012	Des militaires contrariés par les événements dans le nord du pays renversent le Gouvernement
<b>Chute de Kidal</b>	30 mars 2012	Prise par le MNLA et Ansar Dine. Les militaires quittent sans affronter les rebelles
<b>Chute de GAO</b>	02 avril 2012	Gao tombe entre les mains du Mujao, d'Ansar Dine et du MNLA
<b>Chute de Tombouctou</b>	03 avril 2012	Après la chute de Gao, les militaires abandonnent Tombouctou en faveur du MNLA, d'Ansar Dine et d'autres groupes Islamistes
<b>Chute de Douentza</b>	05 avril 2012	Après leur installation, les rebelles avancent vers le sud, quelques kilomètres à l'ouest de Douanza. En ce moment, le MNLA déclare l'indépendance de l'Azawad
<b>Statut de l'Azawad</b>	Mai 2012	Négociations entre les rebelles et les Islamistes pour définir un statut pour l'Azawad
<b>Combats entre le MNLA et les Djihadistes</b>	25 juin 2012	Le MUJAO lance un assaut contre le MNLA à Gao, après un soulèvement de la population de Gao contre le MNLA. Cela donne lieu à une offensive de tous les groupes Islamistes (Ansar Dine, MUJAO, AQMI) contre le MNLA qui abandonne finalement Gao, Tombouctou et Kidal
<b>Juillet et août 2012</b>		Domination des Islamistes sur le nord et application de la Sharia
<b>Progression vers Konna</b>	10 janvier 2013	Konna tombe entre les mains des Islamistes, qui se préparent à avancer vers le sud.
<b>Intervention française</b>	11 janvier 2013	La France intervient pour arrêter la progression des Islamistes vers le sud
<b>Reprise des combats</b>	Juin 2013	Combats entre les rebelles et les Islamistes
<b>Résurgence des attentats</b>	Décembre 2013	Attentats perpétrés par les Djihadistes
<b>Kidal 2014</b>	21 mai 2014	Reprise des combats entre les rebelles et l'armée malienne après la visite de P.M. Mara à Kidal